

Paris, samedi, 20 juin 2026

Le Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire (DGAP) se déplace aujourd'hui au CP de Fleury-Mérogis. Pour l'**Union Régionale UFAP UNSa Justice de Paris**, cette visite ne doit pas être une simple opération de communication institutionnelle. Elle doit être le moment de regarder en face la réalité crue, violente et dégradée de **l'ensemble des établissements pénitentiaires franciliens**.

Partout en Île-de-France, les personnels sont à bout de souffle. **L'UFAP UNSa Justice de Paris** dépose sur la table du Directeur Général une plateforme claire : **il y a urgence absolue !**

1. Sécurité et crise des effectifs : le service public pénitentiaire en péril

Missions extérieures (PREJ) : le naufrage absolu

Le taux de couverture des PREJ en Île-de-France culmine à un **taux misérable de 40%**, soit l'un des plus bas de France, si ce n'est le plus bas. Le manque cruel d'effectifs met en péril la continuité des missions, la sécurité des équipages et épuise les agents.

- **Notre revendication** : un plan d'affectation d'urgence pour les missions extérieures.

Sécurisation des domaines : l'alerte rouge après le CP Nanterre

L'attaque ultra-violente à la voiture bélier subie au CP Nanterre a démontré que nos structures sont des cibles. La sécurisation périmétrique ne peut plus attendre.

- **Notre revendication** : le déploiement immédiat de dispositifs de sécurisation (plots, barrières renforcées, sanctuarisation des accès) sur **l'ensemble des domaines pénitentiaires franciliens**.

2. Radiographie de la vétusté et des chantiers régionaux

CP Fresnes : l'enfer de la vétusté et de l'insalubrité

Plus ancien établissement parisien *extra-muros*, Fresnes est dans un état de délabrement sans nom. Les personnels exercent au milieu des **nuisibles (rats, punaises de lit)**. À cette insalubrité révoltante s'ajoute un sous-effectif chronique tous corps confondus.

- **Résultat** : une souffrance au travail généralisée et intolérable.

- **Notre revendication** : un plan massif de rénovation d'urgence, de dératisation/désinsectisation d'envergure et le comblement immédiat des vacances de postes.

CP Fleury-Mérogis : des projets qui interrogent, des exigences fermes

Le site d'accueil du DGAP cristallise lui aussi de lourdes inquiétudes :

- **Réouverture du QCD** : après le couac magistral de l'ouverture initiale liée à des malfaçons, l'**UFAP UNSa Justice** exige que la réouverture se déroule dans des **conditions optimales de sécurité et d'ergonomie**. Aucun compromis ne sera toléré.

- **Ouverture du QSL (bâtiments modulaires)** : au vu des vacances de postes actuelles sur l'établissement, l'**UFAP UNSa Justice** le dit haut et fort : **pas d'ouverture à effectifs constants** ! On ne déshabille pas Jean pour habiller Jacques.

3. Une crise globale et systémique : l'Île-de-France asphyxiée

Au-delà des situations locales, c'est l'ensemble du Grand Paris pénitentiaire qui sombre :

- ➔ **La surpopulation carcérale chronique** qui transforme nos détentions en poudrières et détruit le sens de nos missions.
- ➔ **L'explosion des heures supplémentaires** qui s'accumulent de manière exponentielle, laminant la vie privée, la santé et l'équilibre familial des agents.
- ➔ **Les survols de drones** qui alimentent les trafics, parachutent des menaces et compromettent la sécurité des établissements.
- ➔ **Les pressions, menaces et intimidations** que subissent quotidiennement les personnels, que ce soit **dans les murs ou hors les murs** (jusque dans leur vie privée).

L'UFAP UNSa Justice de Paris exige une révision globale et immédiate de l'organisation de la prise en charge des détenus. Le statu quo n'est plus une option.

La venue du DGAP à Fleury-Mérogis doit marquer un tournant et non une énième visite protocolaire. Les personnels pénitentiaires franciliens ne veulent plus de promesses ou de groupes de travail. Ils veulent de la considération, des effectifs, de la sécurité et de la dignité.

L'UFAP UNSa Justice de Paris dépose cette plateforme revendicative comme une feuille de route incontournable pour l'avenir de notre direction interrégionale. Notre organisation syndicale restera intransigeante et portera ces exigences légitimes à tous les niveaux de négociation.

L'UFAP UNSa Justice de Paris portera ces revendications sans concession !

UR UFAP UNSa Justice – PARIS 